

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

COMMISSARIAT A LA SECURITE

ALIMENTAIRE

(CSA)

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

**CONSULTATION SUR LE FINANCEMENT DU
PROGRAMME NATIONAL
DE SECURITE ALIMENTAIRE (PNSA)**

ORGANISEE PAR LE GOUVERNEMENT DU MALI AVEC L'APPUI

**de la FAO et de l'USAID,
à l'HOTEL - EL FAROUK- (BAMAKO)
1er juillet 2005**

RAPPORT GENERAL

Bamako, le 1er juillet 2005

L'an deux mil cinq et le vendredi premier juillet, s'est tenue dans la salle de conférence de l'Hôtel El Farouk de 9h20 à 11h30, la deuxième Consultation sur le financement du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)

Placée sous la présidence de Monsieur Marimantia Diarra, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, représentant le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, la cérémonie d'ouverture a enregistré la présence de :

- Monsieur Nancouma Kéïta, Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement ;
- Madame Lansry Nana Yaya Haïdara, Commissaire à la Sécurité Alimentaire,
- Madame Mariam Mahamat Nour, Représentante de la FAO Mali,
- Madame Frances Turner Représentante de l'UNICEF

Ont également pris part à cette deuxième Consultation :

- Le Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'information : M. Gaoussou Drabo ;
- Le Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières : Mme Soumaré Aminata Sidibé ;
- Leurs Excellences Mesdames Messieurs les Ambassadeurs accrédités au Mali ;
- Mesdames, Messieurs les Représentants des Institutions et Organisations Internationales, Régionales et Sous Régionales ;
- Mesdames, Messieurs les Représentants des services des Pays et Organisations Internationales invités ;
- Mesdames, Messieurs les représentants des services techniques impliqués dans le système de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Mesdames, Messieurs les représentants de la société civile ;
- Mesdames, Messieurs les représentants des organisations paysannes.

La liste des participants est jointe en annexe.

La première allocution a été prononcée par Madame la Représentante de l'UNICEF.

Elle a souligné l'intérêt et la priorité accordés par le Président de la République et son Gouvernement à la lutte contre la pauvreté et l'atteinte d'une sécurité alimentaire durable. Elle a rappelé les différentes consultations qui ont eu lieu avec les partenaires techniques et financiers en vue d'améliorer le document. Tout en souhaitant un accompagnement du Mali par les partenaires, dans la recherche de la sécurité alimentaire durable, elle a demandé l'approfondissement de l'analyse des liens entre le PNSA et les projets/programmes en cours, en matière de sécurité alimentaire, en vue de déterminer le financement additionnel attendu.

La seconde allocution a été celle de Madame Mariam Mahamat Nour Représentante de la FAO au Mali.

Elle a rappelé un passage du discours prononcé par son Excellence Monsieur Jacques Diouf, lors de la première Consultation sur le financement du PNSA, le 18 mai 2005 à Bamako, qui s'articulait autour du bilan de 40 ans de développement agricole de nos Etats, de la maîtrise de l'eau à travers de petits aménagements hydro-agricoles, de la diversification et de l'intensification des systèmes de production selon l'approche village par village comme principaux leviers de la sécurité alimentaire.

Selon **Madame Mariam Mahamat Nour**, le PNSA a la même approche conceptuelle (la maîtrise de l'eau, l'intensification et la diversification des productions, le renforcement des capacités des acteurs, l'amélioration de la commercialisation/transformation, le développement de l'emploi rural) Ces axes majeurs du PNSA, mis en oeuvre village par village dans un souci d'équité et de durabilité économique et environnementale, permettront de vaincre la faim et d'assurer la sécurité alimentaire.

Après avoir donné un aperçu sur les principaux bénéficiaires directs et indirects du programme, Madame Nour a évoqué l'expérience de cas réussis de lutte contre la pauvreté en milieu rural à environ 20km au nord-ouest de la ville de Kati pour un investissement de départ d'environ 500 000 Frs CFA par unité d'élevage de volaille ou de chèvres. Selon Madame Nour, ces activités ont sensiblement amélioré les conditions de vie des dames bénéficiaires qui étaient en train de rembourser à leur groupement, le crédit contracté, afin que d'autres puissent en bénéficier. Elle a soutenu qu'il faut très peu de moyens pour mettre en route une chaîne au bénéfice de tout un village.

Madame Nour a rappelé tout l'intérêt manifesté par le vice-ministre ghanéen de l'agriculture lors de la visite des unités d'élevage à cycle court implantées dans un village à 30 km au nord-ouest de la ville de Bamako. De retour au Ghana, le vice-ministre a prévu d'organiser un voyage d'études afin de permettre aux siens de s'inspirer de l'expérience malienne, a assuré Madame Nour.

Elle a estimé que le PNSA pourrait offrir l'opportunité de multiplier de petites actions du genre, simples, concrètes, moins onéreuses contribuant à assurer la sécurité alimentaire des populations et à dégager des revenus pour les soins de santé et l'éducation des enfants. C'est cela la lutte contre la pauvreté a-t-elle affirmé.

Elle a donné l'assurance que la FAO ne ménagera aucun effort pour apporter toute son expertise à la réussite de cette entreprise et a souhaité vivement que les partenaires techniques et financiers s'engagent résolument à accompagner le Mali dans la mise en oeuvre du PNSA.

Monsieur Marimantia Diarra Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire a, au nom de Monsieur le Premier Ministre empêché, remercié les partenaires techniques et financiers pour leur engagement aux côtés du peuple malien, dans sa lutte contre la pauvreté en général et contre la faim en particulier.

Après avoir rappelé les améliorations apportées au document initial présenté le 18 mai, lors de la 1^{ère} consultation, Monsieur le Ministre du Plan et de l'Aménagement a défini l'objet de la rencontre tout en rappelant que la sécurité alimentaire s'inscrit parmi les priorités du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP)

La sécurité alimentaire a-t-il dit, est un défi majeur à relever, conformément aux instructions du président de la République, contenues dans la Lettre de Cadrage du 23 octobre 2002.

Ceci étant, a-t-il dit, un effort endogène devra être fourni par l'Etat pour une contribution substantielle au financement du PNSA. Il a réitéré l'annonce faite par le Chef de l'Etat, lors de la première consultation, pour souligner ainsi la volonté politique du Gouvernement à faire de la sécurité alimentaire durable, une de ses priorités. Il a souhaité un accompagnement des partenaires techniques et financiers pour des contributions substantielles au financement du PNSA, un programme prioritaire du Mali.

Les discours, ont été suivis d'une suspension de séance de 20 mn.

Les travaux ont repris après, sous la présidence de Monsieur Marimantia DIARRA, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, Représentant Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement.

Madame LANSRY Nana Yaya HAIDARA, Commissaire à la Sécurité Alimentaire, a présenté le Programme National de Sécurité Alimentaire.

Elle a d'abord décrit le contexte dans lequel le PNSA a été formulé et a présenté la justification et les objectifs poursuivis par le PNSA. Elle a précisé l'approche conceptuelle et a exposé l'état actuel de la Sécurité Alimentaire en mettant l'accent sur les priorités en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire structurelle et conjoncturelle.

Elle a exposé les principes de base, l'approche d'intervention, le mécanisme de suivi – évaluation, les mesures de soutien ainsi que les actions de durabilité du programme.

Elle a ensuite présenté les différents sous – programmes qui composent le PNSA.

L'exposé, de Madame la Commissaire, a donné lieu à de fructueux échanges de vue.

Les observations et commentaires ont notamment porté sur :

1. **Le Représentant de l'USAID** a présenté l'expérience de l'USAID en matière de formation des responsables des collectivités, en élaboration de plans communaux, locaux et régionaux de sécurité alimentaire à GAO et SIKASSO. Il a cité les différents domaines d'intervention de son institution au Mali et a soutenu que l'USAID continuera à financer et à suivre les projets et programmes suivants :

PRODEPAM (Nord/Mali: 4 Milliards Frs FCA/an)

TRADE Mali (appui à la commercialisation des produits végétaux et animaux : 4 Milliards Frs CFA/an)

MALI/ FINANCES (3 Milliards Frs CFA/an)

Il a évoqué des appuis financiers de l'USAID au SAP et à certaines ONG telles que CARE-MALI etc.

2. **Son Excellence l'Ambassadrice du Canada** a souhaité que soit établi la cohérence entre l'approche du PNSA et le processus de décentralisation et que les populations les plus vulnérables soient les premières ciblées. Elle a demandé l'élaboration d'un schéma de financement du PNSA et la définition d'une politique de fiscalité favorable à l'instauration d'une sécurité alimentaire durable.
3. **Le Représentant de l'Union Européenne** a demandé de revoir le plan de financement et de répertorier tous les projets /programmes encours, sur financement de l'Union. Il a évoqué la participation active de l'Union dans la mise en œuvre de la Décentralisation.
4. Après avoir félicité pour la qualité du document, la **Représentante de l'Ambassade de France** a demandé que soient clarifiés le rôle de la société civile et celui du conseil national de sécurité alimentaire. Elle a suggéré que les futures interventions ciblent, en priorité les zones à risques. Les principaux indicateurs devraient figurer dans le document, a-t-elle soutenu. Elle s'est interrogée sur comment se fera la coordination des différentes interventions des partenaires techniques et financiers.
5. **Le Représentant du PAM** a demandé la prise en compte du rôle du PRMC en concertation avec les autres programmes.
6. **Le Représentant de l'Ambassade des Pays-Bas** a informé que son pays investira environ 20 Milliards de francs CFA, jusqu'en 2009. IL a proposé la constitution d'un groupe restreint de travail pour prendre en charge les observations et recommandations.

7. **Le Représentant résident de la Banque Mondiale** a reconnu les efforts fournis dans le sens de l'amélioration du document et a proposé un travail d'articulation pour rendre opératoires les différents axes.
8. **USAID** : un second représentant a précisé que l'exercice de planification et de programmation, devra se faire du bas vers le haut en tenant compte des plans communaux, locaux et régionaux de sécurité alimentaire. Pour ce faire, il a suggéré l'identification des sites à couvrir en évaluant les coûts d'intervention, site par site.

Madame Lansry Nana Yaya Haïdara a fait la genèse du programme spécial pour la sécurité alimentaire (pssa) qui s'achemine vers sa phase expansion. Elle a ensuite développé l'approche village par village tout en recommandant de programmer en premier lieu les villages et fractions structurellement déficitaires. Elle a demandé la collaboration de tous les partenaires pour approfondir l'analyse de l'articulation entre les projets/programmes en exécution sur le terrain et le PNSA à travers ses composantes. Elle a expliqué l'expérience encours en matière d'assistance aux collectivités dans l'élaboration des plans communaux, locaux et régionaux de sécurité alimentaire. La méthode sera validée au plan national avant de s'imposer à toutes les régions a-t-elle. Elle a approuvé la constitution d'un groupe restreint de travail en rapport avec les partenaires. Cette équipe approfondira l'analyse des liens PNSA/autres programmes, évaluera les financements encours, déterminera les montants complémentaires par zone et village ciblés. Elle a rappelé les mérites du PRMC qui a permis en des moments de disette, de bien gérer les crises alimentaires et de libérer la commercialisation des céréales. Le PNSA ne saura se passer du PRMC a-t-elle ajouté.

Monsieur Nancouma Keïta, Ministre de l'environnement et de l'assainissement, a instruit le recensement des points de clarification. Il n'y a pas de duplication des missions du Commissariat à la Sécurité Alimentaire et celles Ministères sectoriels, a-t-il dit. Cependant, Il a insisté sur les instruments de veille et d'orientation. Concernant la clé de répartition des contributions (bénéficiaires, collectivités, Etat) il a parlé de solidarité agissante. Il a donné des exemples de participation des bénéficiaires à hauteur de 20% ; les 80% étant pris en charge par l'ANICT. Il a recommandé d'établir un chronogramme précis pour la réalisation des activités village par village.

La Représentante de la FAO a repris la parole pour faire appel à la solidarité internationale agissante avant d'approuver elle aussi la constitution d'un groupe restreint de travail.

Le Ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, Représentant le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a, dans son allocution de clôture, résumé les recommandations :

- De façon générale, les objectifs ont été atteints. Cependant des observations pertinentes ont été faites dans le sens de rendre le document plus opérationnel ;
- Les principales recommandations sont :
 1. faire en sorte que le document révisé ait une bonne lisibilité et qu'il prenne en compte les aspects de décentralisation ;
 2. travailler à la carte et suivant l'approche village par village ;
 3. créer un groupe restreint de travail en rapport avec les partenaires en utilisant l'approche village par village et à la carte. Le chef de file des partenaires (UNICEF), la FAO, l'USAID et le Commissariat à Sécurité Alimentaire constitueront le groupe restreint de travail ;
 4. associer tous les intervenants à l'élaboration d'un plan de financement plus concret ;

ANNEXE

**CONSULTATION SUR LE FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE
SECURITE ALIMENTAIRE (PNSA) le 1^{er} juillet 2005 à l'HOTEL KEMPENKI
(EL FAROUK)**

LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Nom et prénoms	Institutions/ structures	Coordonnées Tél ou email
1	Mamadou M Diarra	IC Sahel/DDC – Mali Bucco	usahel@usahel.com
2	Michaela Yso	GTZ/DED	michaelayso@gtzpact.org
3	Mathias Mogge	Agro Action Allemande	agroaction@cefib.com
4	Moffer Wilfied	GTZ	222 67 44
5	Byll Cataria Joseph	PNUD	joseph.byll-cataria@pnud.org
6	Brignonen Sandrine	Ambassade de France	221 64 29
7	Pablo Pecalde	PAM	pablo.pecalde.org
8	Alassane Diawara	Banque Mondiale	
9	Agadiou Dama	Banque Mondiale	222 22 83
10	Ludo Mochette	Ambassade de Belgique	bamako.coop@diplobal.org
11	Tibou Fayinké	PSSA	pssa-fao@experco.net
12	Coulibaly Mamy	SAP	mpaara@yahoo.fr
13	Diallo Bakary	OPAM/CSA	diallobakary@yahoo.fr
14	Traoré Oumar	ST/CTCPSA	cococefib@.com
15	Mamadou Camara	SG2000	camara.m@afribone.net.ml
16	Assama Dara	World Vision	assana_dara@wvi.org
17	Mme Louise Ouimet	Ambassadeur Canada	221 22 36
18	Cheick Sadibou Kéita	Coopération Canada	ssadibou.keita@napmali.org
19	Bilasina Guindo	CADB/MATEL	679 22 68
20	Kassim Diakité	CT/MEP	671 09 80
21	Abdoul Karim Sissoko	MC/DMCC	abasdoul@yahoo.fr
22	Kalfa Sanogo	PNUD	kalfa.sanogo@undp.org
23	Ly Mariam Kanouté	CSA	229 15 36
24	Brahima Sangaré	CSA	229 15 36
25	Diallo Aïssata Traoré	CSA	229 15 36
26	Abdrahamane DEME	DNCN/MEA	223 36 95
27	Moussa Diakité	MAECI – Koulouba	223 24 18
28	Sidibé Zamilatou	CT/MEF	222 58 58
29	Bacari Koné	PASF	229 24 80
30	Mohamed Rchouk	Ambassade du Maroc	sifamali@afribone.net.ml
31	Fousseyni Mariko	CPS – MA	fmarikocps@md.org
32	Boubacar Bah	Becis	becis@cefibe.com
33	N'Golo Traoré	GERDERE – GIE	224 76 12
34	Taoulé Kéita	MAECI	222 30 85
35	Sauatubou Diaby	BCEAO	sdraby@bamako.bceao.int
36	Sow Fatimata	PAM	222 20 45

N°	Nom et prénoms	Institutions/ structures	Coordonnées Tél ou email
37	Gong Binej Long	Ambassade de Chine	220 67 12
38	Seydou Diatigui Diarra	DCI – MAECI	222 30 85
39	Boubacar Diallo	Ministère Affaires Etrangères	222 37 43
40	Makan Fily Dabo	Ministère Equi. et Transport.	222 34 34
41	Cheick B. Bathily	FAO	222 37 13
42	Alassane B. Maïga	Ministère Env. et Assain.	229 51 72
43	Niama Nango Dembélé	PROMISAM/CSA	222 34 19
44	Boubacar Diallo	Institut du Sahel	223 80 86
45	Vincent Seck	UNESCO/Bamako	223 34 92
46	Fabrice Sagnaro	ICRISAT :URAD Mali	222 33 75
47	Dimitry VALDAEV	Ambassade de Russie	640 33 07
48	Karim SAAD	Ambassade d’Egypte	222 35 65
49	Youssef Maïga	Ministère Plan et Amén. Terri.	229 51 58
50	Tibou Fayinké	PSSA/CSA	229 47 34 pssa-fao@experco.net